

seul d'entre eux, font partie du gouvernement.

De tels débats ne sont peut-être pas faits pour attirer les électeurs vers les urnes d'autant qu'eux-mêmes ne se sentent pas atteints par d'éventuelles ségrégations ethniques (12). Mais on ne peut que tenir le NP comme le seul parti actuel susceptible d'offrir une force opposante valable pour les élections présidentielles de 1996. Il apparaît

ainsi pour les hommes politiques déçus par le régime de Frederick Chiluba comme le dernier barrage au rétablissement d'un régime monopartiste *de facto* — et à la fin de la liberté d'expression tant appréciée.

Jérôme Lafargue

(12) Entretien. Rodger Chongwe, Lusaka, 25 février 1994.

Les problèmes de la presse indépendante au Niger

DANS plusieurs pays, l'information que véhiculent les médias a longtemps été contrôlée par l'État. Au Niger, de 1960 à 1990, l'État avait le monopole. L'ensemble des organes d'informations, radio, TV, agence de presse y compris les journaux lui appartenaient. Les journalistes qui y travaillaient avaient le statut de fonctionnaire. Nombre de professionnels avaient dénoncé cette aberration ainsi que l'arbitraire, qu'elle favorisait. En effet cette période fut caractérisée d'une part, par la négation de règles éthiques professionnelles et déontologiques et d'autre part, la prééminence du commentaire complaisant au détriment de l'analyse factuelle.

A partir de janvier 1990, à la faveur des réformes démocratiques, la chape de plomb se fissure. Le pouvoir autorise l'existence d'une presse privée indépendante. Ibrahim Cheick Diop, ancien rédacteur en

chef des publications du ministère de l'Information, crée le bimensuel indépendant d'information et de réflexion *Haské* (lumière en langue nationale haoussa) — « Nous avons voulu ainsi mettre fin à l'existence d'une source unique d'information » a-t-il alors précisé. Avec l'émergence de la presse indépendante la dithyrambe et la langue de bois qui accompagnaient chaque discours officiel vont faire place à des articles d'investigation. Dans son premier numéro, *Haské* donne le ton en publiant une enquête sur le mode d'attribution des parcelles par la municipalité. Fait inédit : les responsables municipaux sont ni plus ni moins accusés de corruption, de favoritisme, de clientélisme...

Surpris de voir la presse prendre la tête d'un mouvement de *glasnost* dans les mœurs politiques, les lecteurs avaient tôt fait d'acheter le deuxième numéro du journal tiré à 15 000 exemplaires.

Aujourd'hui, le pays compte sept titres.

Le mensuel de faits divers *Enquêtes*, le bimensuel *Anfani*, les hebdomadaires d'information et de réflexion *Haské*, *Le Démocrate*, *Tribune du peuple*, les hebdomadaires satiriques *Moustique*, *Le Paon africain*, le bi-hebdomadaire *Alfazar*. Cette jeune presse indépendante rencontre d'énormes difficultés. Tous les journaux nigériens indépendants connaissent des difficultés d'impression. L'impression d'un seul numéro coûte 250 000 FCA (5 000 FF) malgré l'emploi de la publication assistée par ordinateur (PAO). Ce qui représente au moins 50 % des recettes de vente. La principale imprimerie du pays : l'imprimerie des arts graphiques du Niger est en situation de quasi-monopole. Cinq titres sur sept y sont imprimés. Or le propriétaire exige d'être payé rubis sur ongle avant toute prestation de service. Outre son coût élevé, cette impression est le plus souvent de mauvaise qualité. Les lecteurs tout comme les propriétaires des journaux se plaignent des tirages qui sont parfois illisibles. Pour y remédier certains éditeurs ont choisi de se faire imprimer dans les pays de la sous-région où le coût d'impression est nettement moins élevé. C'est le cas d'*Haské* qui était imprimé à Cotonou au Bénin. Les recettes des ventes ne permettent pas à elles seules de supporter les coûts d'impression. S'y ajoute le problème du lectorat trop étroit pour supporter l'existence de 7 titres. Le taux d'analphabétisme dans le pays est de l'ordre de 85 à 90 %. A y regarder de près parmi les 15 % des lecteurs potentiels, moins de 5 % sont « des lecteurs utiles ».

Une typologie des lecteurs nigériens permet de y voir plus clair. Il

y a ceux qui achètent régulièrement les journaux. Le plus souvent chaque lecteur de cette catégorie a son journal préféré. Quoi qu'il arrive, il va se le procurer. Pour ces lecteurs la lecture se double d'un intérêt documentaire. Il y a ensuite ceux qui lisent les titres qui leur tombent sous la main. Dans leur cas un seul numéro suffit pour un groupe de dix à quinze personnes. Ces lecteurs lisent uniquement pour le besoin de leur information. Enfin, il y a les lecteurs qui peuvent acheter de façon ponctuelle des titres. Ils y recherchent le plus souvent un article qui leur a été recommandé. Trop de lecteurs se plaignent de tarifs prohibitifs pratiqués par les journaux nigériens. Dans un pays où le citoyen achète au kilogramme ses denrées alimentaires, à l'unité sa cigarette, il paraît difficile de déboursier 250 F pour acheter *Le Démocrate*, *Anfani*, et 300 F pour acheter *Haské*, *Le Paon africain*.

Pour équilibrer leurs comptes les journaux ont besoin des recettes publicitaires. Or au Niger, le mauvais état de l'économie fait que le marché publicitaire est quasi inexistant. Les seuls annonceurs potentiels sont les sociétés d'État ou d'économie mixte. Dès lors deux écueils majeurs apparaissent. D'une part, il existe le risque d'une attribution sélective et arbitraire des marchés publicitaires. En raison de l'absence de tout critère d'attribution les responsables de ces sociétés donnent ces marchés à des éditeurs ou à leurs courtiers en fonction de leurs relations personnelles. Cette situation a donné lieu à la concentration de la publicité au niveau de quelques titres. Un hebdomadaire de la place a publié dans un seul numéro quatre pages de publicité tandis qu'un autre n'a publié aucune annonce publicitaire sur

deux numéros. D'autre part, cette situation favorise le principe de la censure indirecte. Trop liés au pouvoir les annonceurs n'accordent pas leurs marchés à des titres présumés trop critiques vis-à-vis du pouvoir en place. L'hebdomadaire *Tribune du peuple* s'est vu retirer un publi-reportage en raison de « l'insolence » de ses articles. Quant aux opérateurs économiques nationaux la plupart exercent dans le secteur informel. Ils trouvent les montants des insertions publicitaires trop élevés : 300 000 F CFA la page pleine, 150 000 F la demi-page, 75 000 le 1/4 de page.

« Si nous devons nous en tenir à nos tarifs nous n'aurons rien » a reconnu, désabusé un directeur de publication. Malgré toutes ces difficultés certains titres réussissent à paraître régulièrement. Le cas échéant, ils se heurtent aux problèmes de distribution. Au Niger il n'existe aucune société de messageries. La seule agence de distribution de la presse (ADP) exerce ses activités au niveau de Niamey, la capitale uniquement. Même dans ce cas son mode de distribution présente des grosses lacunes. De surcroît, tous les titres ne sont pas distribués par l'ADP. Les moyens de communication ne sont pas développés. Le pays est vaste comme deux fois la France, mais il n'existe ni liaisons aériennes ni liaisons ferroviaires internes. La livraison par voie postale coûte très cher. Un emballage de 40 journaux expédiés vers l'extérieur peut s'élever à 10 000 F CFA. Pour suppléer à toutes ces insuffisances certains journaux font la livraison manuelle à leurs abonnés. Cette méthode est trop aléatoire d'autant que nombre d'abonnés se plaignent de ne pas recevoir régulièrement leurs numéros. Certains parmi eux n'hésitent pas à se dépla-

cer jusqu'au siège du journal pour retirer leurs publications. Les colis destinés aux villes de l'intérieur du pays sont confiés à des voyageurs, ce qui explique que certains envois n'arrivent pas à leurs destinataires ou y viennent avec un grand retard. Le plus souvent les dépositaires locaux sont des commerçants, grossistes ou détaillants, d'articles divers : sucre, lait, thé, farine...

Préoccupés par leurs propres affaires, ils négligent d'envoyer à ces périodiques des états financiers réguliers. « *Nous attendons trois à quatre mois avant de recevoir les états et les invendus. Souvent nous suspendons les envois ou changeons de dépositaires* » nous a confié un directeur de publication. Dans les grandes villes, faute de kiosques suffisants, les journaux sont confiés à des vendeurs à la criée moyennant une commission de 10 % sur chaque numéro vendu. Pour un hebdomadaire vendu à 300 F CFA, le vendeur perçoit une commission de 30 F. La plupart des journaux indépendants se vendent mal au Niger.

Trop de lecteurs se plaignent de la qualité des articles écrits. Les uns trouvent des redites. Les autres pensent que les articles sont insipides. Les journalistes de la presse indépendante sont confrontés à des problèmes de formation. Si la plupart des responsables des journaux sont des professionnels, en revanche, leurs collaborateurs sont des jeunes diplômés sans grande expérience professionnelle. Faute d'une formation professionnelle suffisante, les journalistes ne peuvent pas écrire des articles d'investigation ou tenir un débat contradictoire dans leurs colonnes sans tomber dans l'investive personnelle ou se voir accuser de diffamation. Déjà en trois ans d'existence, plus d'une demi-douzaine de procès ont été intentés

contre des titres de la presse indépendante : les directeurs de publication d'*Haské* et du *Démocrate* ont été condamnés à trois ans de prison avec sursis chacun, ainsi qu'à de fortes amendes tandis que des plaignes en diffamation ont été déposées contre *Anfani*, *Moustique*, *Le Paon africain*, *Tribune du Peuple*, *Le Démocrate*. L'accès limité aux sources d'information et le manque d'expérience des journalistes n'ont pas permis à la presse indépendante nigérienne d'arriver à un haut niveau de professionnalisme.

« *Le chemin sera long à parcourir avant que la presse indépendante nigérienne passe du rôle d'une presse commerciale à un rôle d'une presse professionnelle indépendante* » a reconnu un éditeur de journal. A toutes ces difficultés s'ajoute l'inexistence d'un véritable esprit de corps parmi les journalistes. L'existence de l'ANEPI (Association nigérienne des éditeurs de la presse indépendante privée) a certes permis aux propriétaires des journaux indépendants de se retrouver pour discuter des problèmes de la presse privée, mais elle n'a pas donné lieu à une réelle défense de la corporation. Certains journaux échangent régulièrement des invectives ou des accusations dans leurs colonnes.

Enfin, la plupart des journaux sont confrontés à des problèmes matériels et techniques (manque de véhicule de reportage, de machine à écrire, etc.).

Tous ces problèmes font dire à ce directeur de publication : « Poséder un journal indépendant au Niger est un sacerdoce ». Si certains titres ont réussi à surmonter toutes ces difficultés, d'autres en revanche, disparaissent.

Kakaki, le seul journal en langue haoussa dirigé par Siradji Kané, a cessé de paraître depuis plusieurs mois.

L'hebdomadaire satirique *Moustique* ne paraît plus depuis quelques mois. Les autres titres qui survivent ne peuvent pas assurer régulièrement les salaires de leurs employés. Démotivés par des conditions matérielles précaires, les journalistes passent d'un titre à un autre. Certains journaux ne peuvent même pas dans ce contexte assurer une périodicité rigoureuse. Pour échapper à toutes ces difficultés, certains titres tombent dans les mains des oligarchies financières ou politiques.

Seïdick Mamadou Abba
Haské (Niger)